

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 12 Septembre 2026

N° 530

PRIX : 100 FCFA

**LE CAPITALISME EST À LA BASE DE LA MISÈRE,
L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA
L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !**



• **Sommaire au verso**

Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Le capitalisme est à la base de la misère, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Pages 3-10 Côte d'Ivoire :

► Petits paysans et ouvriers sont victimes du même système

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- SEG : Une journée de grève qui n'a pas suffi à faire plier le patron
- Jiangsu zhenhuai : Patron mafieux, autorités complices !
- Quand les travailleurs ne sont pas organisés, c'est le capitaliste qui impose sa loi
- Les travailleurs sont exploités et pressurés

LEUR SOCIÉTÉ

- L'école pour les enfants des pauvres est une déchetterie !
- 40 bus carbonisés ? Cela importe peu aux riches
- Les vrais pilliers des mines d'or et les amateurs
- Des touristes en balade en Europe
- Quand le gouvernement prétend agir en faveur des handicapés : rien que du cinéma !
- Insalubrité à Yopougon : le maire et le gouvernement pleinement responsables !

DANS LE MONDE

Pages 10-11

► Sénégal : Manifestation contre la vie chère

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

LE CAPITALISME EST À LA BASE DE LA MISÈRE, L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !

Les voilà tous ces ennemis des travailleurs et leurs faux amis, notamment les opposants d'Alassane Ouattara, qui crient au scandale et dénoncent la fixation du prix du cacao à la baisse, à 1200 Fr le kilo. Pourtant, lorsque ces gens-là et leurs clans étaient au pouvoir, le prix du cacao était tout aussi bas. Les petits paysans vivaient dans la même misère, dans laquelle ils croupissent depuis qu'ils produisent du cacao pour le marché capitaliste !

Cette misère est aussi le lot quotidien des travailleurs dans les villes, dont la grande majorité est issue de cette même paysannerie pauvre. En ville comme à la campagne, c'est une vie faite de privation et de souffrance. Les uns, comme les autres, arrivent tout juste à satisfaire leurs besoins vitaux et vivent dans la précarité et l'exploitation. Et en cette période de rentrée scolaire, des dépenses supplémentaires vont s'ajouter à celles de la vie quotidienne. Leurs enfants sont nourris, soignés et scolarisés au rabais, juste assez pour garantir à la classe exploiteuse le renouvellement d'une génération de main-d'œuvre corvéable et à bas coûts. Pour l'écrasante majorité d'entre eux, le seul avenir que leur réserve le système capitaliste, c'est celui de remplacer leurs parents usés et de devenir à leur tour des esclaves salariés de la minorité exploiteuse. C'est ainsi que fonctionne cette société dominée par l'argent et par la recherche du profit sur le dos des travailleurs et des petits paysans.

Les travailleurs ne peuvent compter ni sur le gouvernement, ni sur les bonnes paroles des dirigeants de l'opposition car ils sont fondamentalement dans le même camp du système capitaliste. Ils ne peuvent pas compter non plus sur les dirigeants des centrales syndicales qui sont plus présents dans les allées du pouvoir que sur les chantiers et dans les usines, auprès des travailleurs qui essaient de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires. Et s'il arrive que grâce à leurs luttes courageuses contre leurs patrons, malgré l'intervention des forces de d'ordre venues au secours des exploiters, des travailleurs parviennent à arracher ici et là certaines de leurs revendications (telles que le paiement de leurs arriérés ou à de rares exceptions une petite amélioration de leurs conditions de travail), cela leur permet tout juste de garder la tête hors de l'eau et de continuer à se faire exploiter par les capitalistes.

Généralement, ce qui est arraché par la lutte est rapidement repris par les capitalistes, au travers d'une augmentation des cadences de travail, d'une dégradation des conditions générales, ainsi qu'une augmentation des prix des

biens de consommation. Les travailleurs voient que leur misérable existence ne change pas. Force est de constater que la lutte sur le terrain syndical, même quand elle est quelques rares fois victorieuse, ne permet pas à elle seule de changer nos conditions d'existence car le patronat a mille et un moyens de récupérer d'une main ce qu'il a été contraint de céder de l'autre. Voilà pourquoi c'est à la racine qu'il faut soigner le mal, c'est-à-dire s'en prendre au système capitaliste lui-même.

Dans son combat contre ce système, la classe ouvrière a besoin d'une boussole politique permettant de déjouer les pièges tendus par ses adversaires, de reconnaître qui sont ses ennemis et ses faux amis. Elle a besoin de prendre conscience qu'elle fait partie d'une même classe sociale, celle des exploités et que, quel que soient leur métier, leur ethnie, leur origine, etc., les travailleurs ont les mêmes intérêts fonamen-

taux à défendre face à la classe exploiteuse. Ensemble, ils constituent une force colossale capable de renverser le capitalisme, de diriger eux-mêmes le pouvoir et de faire tourner l'économie, non plus pour enrichir une minorité de parasites et d'exploiteurs mais de satisfaire les besoins de la très grande majorité de la population.

Mais cet objectif ne peut être atteint que si les travailleurs sont organisés et pleinement conscients du rôle déterminant qu'ils ont à accomplir. Cela veut dire que dès maintenant il faut œuvrer à la construction d'un parti communiste révolutionnaire et internationaliste des travailleurs, sans lequel le renversement de la bourgeoisie et la mise en commun de l'économie mondiale ne pourront pas être réalisés. Le moment venu, la classe ouvrière rejoindra l'avant-garde révolutionnaire et défendra le drapeau rouge de la révolution.

PETITS PAYSANS ET OUVRIERS SONT VICTIMES DU MÊME SYSTÈME

Cette année, le prix officiel du cacao « *bord-champ* » a été fixé par le gouvernement à 1200 Fr le kilogramme. L'année dernière, quand Alassane Ouattara était en campagne pour sa réélection, il avait fait un geste en fixant le prix à 2800 Fr pour récolter des votes dans la paysannerie. Il avait pu le faire d'autant plus facilement que le cours du cacao avait atteint un record sur le marché mondial. Mais, une fois le cinéma électoral plié et emballé, Ouattara ramena le prix du kilo à 1200 Fr.

Les partis d'opposition crient, à qui mieux mieux, pour dénoncer cette baisse. Ils se présentent subitement comme de grands défenseurs des petits paysans. Mais lorsqu'ils étaient au pouvoir, la situation des paysans n'était guère meilleure, contrairement à celle des gros planteurs, des négociants et au bout de la chaîne, celle des grandes firmes mondiales qui sont les principales bénéficiaires, sans oublier certains hauts dirigeants politiques, souvent cachés derrière une tierce personne ou quelqu'un de leurs familles.

De 1989 à 1993, le prix du cacao oscillait entre 150 et 200 Fr le kilo. Ensuite, malgré la dévaluation du franc CFA de 50% en 1994, le prix a continué à fluctuer entre 250 et 450 Fr le Kg jusqu'à la campagne 2007/2008, avant de passer au-delà de 700 Fr à partir de la campagne suivante.

Toute la paysannerie n'est pas à mettre dans le même panier car, malgré des hauts et des bas, les grands planteurs de cacao, en véritables capitalistes agricoles qu'ils sont, s'en sortent toujours en payant leurs ouvriers agricoles avec un salaire de misère, souvent à la tâche. Par contre, ce n'est pas le cas de la petite paysannerie dont la récolte lui permet tout juste de payer ce qui lui est strictement nécessaire pour tenir jusqu'à la campagne agricole suivante. Les petits paysans sont obligés de travailler parallèlement sur un petit lopin de terre pour cultiver des produits vivriers nécessaires à leurs besoins quotidiens, rallongeant ainsi leur temps de labeur. Ce cycle recommence année après année, génération après génération.

La terre ne pouvant pas nourrir tout le monde, certains de leurs enfants sont régulièrement poussés à l'exode et transformés en esclaves salariés dans le bâtiment, les usines, le transport, les dépôts, les docks, etc. À défaut, ils viennent grossir le nombre de chômeurs dans les villes.

Quand on sait que de 1964 à 2012 le salaire de l'ouvrier est resté bloqué à 36.607 Fr, il est inutile de préciser que la vie de l'ouvrier en ville n'est guère meilleure que celle du petit paysan resté au village. Sans compter que la dévaluation de 50% du Fr CFA est passée par là en 1994, aggravant par la même occasion le maigre pouvoir d'achat des uns et des autres.

C'est seulement en 2013 que le salaire minimum officiel est passé à 60.000 Fr. Il a fallu encore attendre dix ans pour qu'il soit revalorisé à 75 000 Fr, sachant que durant toutes ces années, le coût de la vie n'a jamais cessé d'augmenter. Depuis 2023 à ce jour, le salaire continue à s'éroder inexorablement.

Face à cette profonde injustice, les ouvriers relèvent parfois la tête et luttent pour empêcher l'aggravation de leurs conditions d'existence. Suivant le niveau de leur organisation, ils arrivent parfois à arracher des arriérés de paiement, notamment des heures supplémentaires, des jours de congés, la prime de transport, la cotisation à la Cnps, etc. Ils doivent souvent affronter les forces de l'ordre et les autorités administratives qui sont toujours du côté du patronat. Certains d'entre eux sont parfois jetés en prison comme des malfrats parce qu'ils ont osé faire la grève et gardé la tête haute devant les dirigeants de leur entreprise qui se comportent comme au temps des colonies et des travaux forcés. Ce temps-là est officiellement révolu mais le système capitaliste est tout aussi impitoyable envers les classes pauvres. Il continue d'affamer, d'empoisonner, de voler, piller et tuer aux quatre coins du monde. Cela continuera ainsi tant que les travailleurs et les petits paysans n'y mettront pas fin par la révolution et à l'échelle mondiale.

Le quotidien des travailleurs

SEG : UNE JOURNÉE DE GRÈVE QUI N'A PAS SUFFI À FAIRE PLIER LE PATRON

Le lundi 14 août dernier, les travailleurs de plusieurs chantiers de SEG (Société d'Entreprises et de Gestion), ont marqué un arrêt de travail durant un jour.

Ils sont plus de 1000 travailleurs répartis sur plusieurs chantiers dont celui de la construction d'une tour de plus de 20 étages au Plateau à Abidjan en plein centre des affaires et qui abritera des bureaux. Elle construit aussi deux Centre Hospitalier Régional (CHR), un à Kong et un autre à Odiéné.

Les travailleurs n'ont pas de contrat de travail et sont corvéables à merci. Certains sont payés à 4500 Fr pour un travail de nuit de 12 heures. Les conditions de travail sont infernales. Le 1^{er} août, un travailleur que son patron avait obligé à travailler toute une journée et une nuit sans repos est mort parce qu'une toupie à béton dont les sup-

ports défaillants n'avaient pas été réparés, est tombée de plusieurs étages, tuant cet ouvrier et blessant gravement un autre. Sur ce même chantier, un autre travailleur avait déjà eu les deux bras broyés. Sur un autre chantier à Bonoua il y a eu aussi deux blessés graves. Ce ne sont pas de simples accidents de travail mais des assassinats qui ne disent pas leur nom. C'est le résultat direct de la politique patronal visant à réaliser le maximum de profit sans aucun respect de la santé et de la vie des ouvriers !

Au mois de juin 2026, les travailleurs de cette entreprise avaient déposé un préavis de grève mais celle-ci n'a pas eu lieu. Le mois d'après, il y a eu un petit mouvement et le patron n'a lâché qu'une miette de 300 Fr d'augmentation journalière alors que les travailleurs revendiquaient 5000 Fr ! Ce fut une provocation de plus mais les travail-

leurs n'ont pas baissé les bras. C'est ainsi que le 14 août ils étaient plus de 1000 grévistes. Les petits chefs ont tenté des intimidations et ont réussi à faire reprendre le travail sans que les travailleurs aient obtenu quelque chose. Leurs représentants se sont fait balader jusqu'au soir sous prétexte que le directeur était en voyage.

C'est seulement dix jours plus tard, le 24 août, qu'une nouvelle rencontre s'est tenue avec le directeur. D'emblée, il refusa catégoriquement de recevoir la délégation composée de 15 travailleurs venus de 5 chantiers. Finalement, ce sont six travailleurs qui ont été autorisés à s'entretenir avec ce directeur qui n'a pas manqué de les menacer. Au bout du compte, les travailleurs n'ont obtenu que le remboursement des deux jours fériés chômés et payés

que le patron leur avait volés. Tout le reste des revendications a été balayé d'un revers de la main, accompagné de quelques bla-blas.

Les travailleurs ont affaire à des requins qui se croient tout permis, y compris de les broyer. Alors, sans une réelle détermination, une bonne organisation et une solidarité à toute épreuve, les travailleurs n'ont pas fait le poids. Il aurait fallu au moins tenter de se joindre aux travailleurs d'autres chantiers comme ceux de Jiangsu Zhenhuai (à Youpougou) qui sont actuellement en lutte. Les uns et les autres ont un grand intérêt à se rassembler et à chercher à unifier leur lutte. Plus ils seront nombreux à se battre ensemble et unis, plus ils seront forts et auront les moyens de faire plier leurs patrons.

JIANGSU ZHENHUI : PATRON MAFIEUX, AUTORITÉS COMPLICES !

Le matin du mardi 08 septembre dès 6H30, les travailleurs ont déposé leur matériel de travail pour exiger le paiement des rappels de salaire non payés.

Jiangsu Zhenhuai a plusieurs chantiers dont ceux de Pk25 sur l'autoroute du nord à Youpougou pour la construction de bâtiments commerciaux de hauts standings, des usines, etc. Ici, des travailleurs sont payés à 4000 Fr la journée de 10 heures, 7 jours sur sept sans repos ! Les heures supplémentaires ne sont pas payées. Il n'y a pas de bulletin de paie, pas d'EPI, rien ! Les accidents sont fréquents.

Au début du mois de juillet, les travailleurs avaient marqué deux jours d'arrêt de travail, malgré la pression des gendarmes présents sur les lieux aux ordres du patron. L'inspection du travail avait tranché en faveur des travailleurs mais le patron n'en a eu cure car il se croit tout permis. Le seul langage qu'il comprend c'est celui du rapport de force. Tout le reste n'est que perte de temps et tromperie. Le 4 et 5 août, il y a eu de nouveaux arrêts de travail, mais le patron n'a rien cédé, bien au contraire il a renvoyé toutes les têtes qui dépassaient.

C'est ainsi que le 8 septembre, les travailleurs se sont de nouveau mis en grève. Vers 8H du matin, la gendarmerie et la police ont fait leur entrée sur le chantier et ont dit aux ouvriers : *« vous n'avez pas de contrat qui vous lie au patron, donc vous n'avez pas le droit de bloquer son chantier. Laissez travailler ceux qui veulent. Les autres, vous dégagez ! »*.

Aux environs de 11 heures, un travailleur s'est fait bastonner par les forces de l'ordre. La situation a pris une tournure violente. Les autres ouvriers ont décidé de riposter et une course poursuite a éclaté dans les champs de manioc. Cela s'est soldé par des bastonnades et l'interpellation de plusieurs travailleurs. Les uns ont été embarqués à la brigade d'Anyama, les autres au poste de police. Certains, dont on ignore encore le nombre, ont été déférés au parquet de Yopougou avant d'être transférés à la Maca (prison civil). Le lendemain mercredi 9 septembre, certains travailleurs ont repris le travail.

Les cinq camarades retenus à la brigade d'Anyama ont été libérés le vendredi 11 septembre, suite au retrait par le patron

de la plainte qu'il avait déposée contre les grévistes. Ce n'était pas un geste gratuit mais un chantage puisqu'il a exigé au préalable que les travailleurs signent un engagement d'abandonner leurs revendications concernant le rappel des salaires et acceptent leur renvoi. C'est de cette façon ma-

fiieuse que ces cinq travailleurs ont été libérés.

Quant aux autres travailleurs, ils sont toujours incarcérés à la Maca. Les négociations pour leur libération sont en cours. En attendant, les travailleurs ont fait profil bas et repris le travail.

QUAND LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS ORGANISÉS, C'EST LE CAPITALISTE QUI IMPOSE SA LOI

(Témoignage d'un travailleur)

« Nous sommes des ouvriers de l'entreprise AMI spécialisée dans la soudure métallique, dans la zone industrielle de Koumassi. Cette entreprise a obtenu un contrat de trois mois pour réaliser une construction métallique dans la banlieue de Yamoussoukro. Cinq d'entre nous ont été envoyés sur place. Au départ, les conditions prévues étaient claires : hébergement assuré, 3000 Fr par personne pour les repas et un véhicule de service pour les déplacements. La réalité était toute autre : le lieu du travail était à l'écart de la ville, dans une zone peu habitée. Aucun logement n'était prévu. Nos camarades étaient obligés de dormir sur le chantier dans des conditions précaires, avec les risques liés à la présence de scorpions et de serpents.

Au bout d'une semaine, même le véhicule de service leur a été retiré. Malgré cela, ils ont continué le chantier. Les deux premières semaines, ils ont reçu leurs primes journalières, mais les semaines qui ont suivi, plus rien. Ils ont commencé à manger à crédit. La construction ayant atteint un certain stade, il fallait effectuer des travaux à plus de 20 mètres de hauteur sans échafaudage, ni harnais de sécurité.

Face à cette situation, les camarades ont réclamé l'amélioration des conditions de sécurité sur le chantier, ainsi que le paiement des primes journalières. Le patron a refusé de répondre favorablement à leurs demandes et décidé de les remplacer par des ouvriers recrutés sur place à Yamoussoukro. Ensuite, il leur a demandé de revenir à Abidjan.

Le lendemain, à leur retour, le patron leur a demandé de rentrer chez eux en leur annonçant qu'ils sont renvoyés. Ils ont refusé de partir et regagné leur poste de travail chaque matin. Depuis quelques jours, ils ne figurent plus sur la liste de pointage.

Au travail, tout le monde est au courant de leur situation. Certains d'entre eux ont jusqu'à sept ans d'ancienneté. Les collègues compatissent à leurs problèmes, mais ils ont peur de montrer leur solidarité et même les évitent, craignant que le patron les voit ensemble et les renvoie également. C'est cette situation déplorable que nous vivons actuellement ».

Les riches veulent des travailleurs obéissants et résignés qu'ils peuvent exploiter à souhait, même au péril de leur vie comme c'est le cas ici, leur objectif étant de tirer le maximum de profit sur le dos des travailleurs.

Individuellement, un travailleur ne fait pas le poids devant un patron, y compris en le déférant devant la justice car la loi est de son côté et il peut faire parler son argent et ses relations.

Il n'existe aucun sauveur dans ce monde pour venir en aide aux exploités. Ceux-ci ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leur lutte collective pour se défendre contre le patronat et contre le gouvernement à son service. C'est en étant nombreux, forts et déterminés qu'ils pourront inverser le rapport de force en leur faveur. La peur va alors changer de camp !

LES TRAVAILLEURS SONT EXPLOITÉS ET PRESSURÉS



La rentrée des classes représente toujours des moments de grande difficulté pour les travailleurs qui ont des enfants à scolariser. En temps normal, les bas salaires écrasés par le coût de la vie qui ne cesse de grimper, ne permettent pas de couvrir les besoins les plus élémentaires des familles ouvrières. Ajouter à cela les dépenses de la rentrée, c'est mission impossible.

La minorité de travailleurs embauchés, qui ont la « chance » d'avoir un compte en banque peuvent obtenir des prêts scolaires auprès de leur banque. Mais contracter un tel prêt, c'est se mettre la corde au cou pour de longs mois.

Sur ce sujet, voici le témoignage d'un travailleur de la zone industrielle de Yopougon. « À l'approche de la rentrée scolaire,

nous les travailleurs parents d'élèves, sommes confrontés à d'énormes difficultés pour faire face aux charges scolaires qui nous incombent vu le maigre salaire que nous percevons. Alors pour faire face à ces charges, nous sommes obligés de recourir à des prêts scolaires auprès des banques. Si ton dossier est accepté, pour un prêt de 350.000 francs à rembourser en un an, tu auras un supplément de 46.350 Fr à payer à titre d'intérêt et de frais divers. Une véritable escroquerie.

En cas de coup dur comme une maladie grave, un décès ou un déguerpissement sauvage comme c'est à la mode aujourd'hui, beaucoup d'entre nous vont faire appel aux « margouillats » qui sont présents devant les usines. Avec eux, le taux d'intérêt est entre 30 et 40%. L'usurier te confisque ta carte magnétique pour être sûr du remboursement. Le jour du virement, vous allez ensemble à la banque.

Dès que tu entres dans l'engrenage, tu es complètement aspiré. Tu restes endetté jusqu'à ta retraite et pour certains jusqu'à leur mort ».

Leur Société

L'ÉCOLE POUR LES ENFANTS DES PAUVRES EST UNE DÉCHETTERIE !



Une réunion préparatoire de la rentrée s'est tenue au Lycée Sainte Marie de Cocomy avec les ministres en charge de l'éducation nationale et leurs proches collaborateurs. Au cours de cette séance qui avait pour slogan « La Côte d'Ivoire à l'école » plusieurs « priorités » ont été dégagées. Il y avait entre autres la distribution gratuite de manuels scolaires, la formation professionnelle, la livraison de ma-

tériels didactiques aux enseignants et aux encadreurs, la construction d'écoles de proximités, etc.

Que de belles paroles ! Dans les quartiers populaires où vivent les travailleurs et les populations pauvres, les écoles sont devenues des garderies d'enfants. Souvent dans les salles de classe, circuler dans les allées est très difficile tellement les bancs sont serrés et les salles de classe bondées. Il manque d'enseignants, la chaleur, la puanteur et l'insalubrité sont le quotidien des élèves. La plupart des écoles n'ont pas de toilette, et quand il y en a, elles sont dans de pitoyables états, impraticables.

L'école gratuite, c'est du pipeau ! Chaque année, nombre d'élèves abandonnent les études à cause des frais d'écologie qui demandent de lourds sacrifices aux parents, surtout quand il y a plusieurs enfants à scolariser.

Dans ce système capitaliste, surtout dans

un pays pauvre comme le nôtre où les dirigeants sont plus préoccupés à racler tout ce qu'ils peuvent pour se remplir les poches plutôt que de s'occuper du sort des classes pauvres, les seules améliorations qu'on pourra obtenir ne seront imposées que par les mobilisations populaires.

40 BUS CARBONISÉS ? CELA IMPORTE PEU AUX RICHES



Carcasses de bus après l'incendie au dépôt 5 de la Sotra à Koumassi.

Dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 septembre 2026, un incendie survenu au dépôt SOTRA de Koumassi a endommagé 55 bus dont 40 entièrement calcinés. En moins d'un an, c'est le 2^{ème} incendie important sur ce même site, et le 4^{ème} que déclare la

SOTRA. Au total, 87 autobus et deux bateaux-bus ont été détruits en onze mois.

Vu l'état de délabrement des principales gares routières de la Sotra telles que les gares Nord et Sud qui sont présentées comme des vitrines, il ne faut pas s'étonner que des dégâts de ce genre surviennent. Si c'est avec cette même négligence que sont entretenus les bus et autres engins roulants, c'est plutôt surprenant qu'il n'y ait pas plus de drames au quotidien !

De toute façon, les décideurs et leurs proches ne prennent jamais de transport en commun. Alors la Sotra peut continuer à entasser un peu plus ses usagers dans des bus dont la sécurité est douteuse et qui s'enflamment !

LES VRAIS PILLEURS DES MINES D'OR ET LES AMATEURS



Pas un seul jour ne passe sans que la presse, la télé ou même l'internet ne nous présentent des petits orpailleurs arrêtés, des motopompes ou des bidons d'essence saisis, du petit matériel brûlé. Une nouvelle brigade contre l'orpaillage clandestin a même été créée pour la circonstance. Des préfets ont tenu récemment une réunion à cet effet où ils se sont donnés, soi-

disant, six mois pour mettre fin au fléau. On ne parle plus d'orpaillage clandestin, on dit maintenant orpaillage illégale. Des arrestations se passent sur toute l'étendue du pays.

Les dirigeants découvrent aujourd'hui que cette activité saccage des forêts, détruit des terres cultivables, pollue les cours d'eau et les nappes phréatiques. Récemment à Agboville, la fourniture en eau potable a été interrompue durant plusieurs jours à cause d'une contamination aux métaux lourds.

Les dirigeants avancent le chiffre de 4000 milliards générés par cette activité parallèle. En réalité, le vrai problème, il est là. Cette manne passe en partie par-dessus la

tête des multinationales, notamment américaine et canadienne, et aussi passe sous le nez des hauts dirigeants de l'État qui aimeraient palper une partie de cet argent.

Ces gens-là ont beau jeu de se cacher derrière la pollution générée par cette activité aurifère qui est réelle. Sauf qu'elle n'est pas moins polluante ou moins destructrice pour la nature quand elle est opérée par ces gros requins venus des pays impéria-

listes et qui dominent déjà largement ce secteur en Côte d'Ivoire. Chaque année, dans les régions où ces grandes sociétés opèrent, des cours d'eau sont pollués et des poissons meurent en masse. Mais les autorités se font alors toutes petites et font tout pour camoufler les réels dégâts sur la nature, sur les ouvriers dans les mines et sur les habitants de ces régions, causés par ces vrais pilliers de richesses du pays.

DES TOURISTES EN BALADE EN EUROPE !

Le ministre des Eaux et Forêts, à la tête d'une délégation d'une quarantaine d'entreprises exerçant dans le domaine de l'eau, ira se promener au compte de l'État en Europe, en Hollande, pour soi-disant participer à un forum sur l'eau.

Ces gens-là assistent sans rien faire à la dégradation des cours d'eau, des nappes phréatiques et des sols, par les entreprises qui déversent leurs déchets souvent toxiques sans aucune forme de traitement

dans des caniveaux ou directement dans la lagune. Il y a aussi les grosses compagnies internationales qui exploitent l'or et qui déversent l'eau polluée dans les cours d'eau et les rivières, tuant la flore et la faune, ainsi que les habitants, sans que les autorités ne lèvent le petit doigt, tellement ils sont tous complices du pillage !

Donc, pas besoin d'aller aussi loin pour savoir quoi faire pour protéger les ressources en eau du pays !

QUAND LE GOUVERNEMENT PRÉTEND AGIR EN FAVEUR DES HANDICAPÉS : RIEN QUE DU CINÉMA !

L'État a soi-disant mis en place une structure chargée de recueillir des contributions auprès des employeurs du secteur privé qui ne respectent pas l'obligation d'embauche des personnes en situation de handicap.

On est où là ? Dans un pays où les travailleurs, handicapés ou pas, n'ont aucun droit ! Les lieux de travail deviennent de plus en plus dangereux. Certains y perdent leur vie, d'autres deviennent des handicapés à vie à cause des accidents dont les premières causes sont les mauvaises conditions de travail. Les patrons veulent faire le maximum de profits en rognant sur la sécurité de leurs employés et en imposant des journées à rallonge. En cas d'accident, ils sont rarement inquiétés et s'en sortent à bon compte. Ils se sentent tout permis

car protégés par les hautes autorités et au besoin ils savent distribuer des bakchichs là où il faut.

Ils peuvent faire quelques gestes symboliques qui ne leur coûtent pas grand-chose en embauchant un handicapé, ou en payant leur « *contribution* », histoire de montrer qu'ils ont de la compassion, mais cela ne changera rien à leur rapacité et à leur besoin de faire du fric coûte que coûte sur le dos des travailleurs quitte à augmenter le nombre d'accidents dans leurs chantiers, usines ou autres lieux d'exploitation. Quant au gouvernement, il peut toujours faire des discours sur le malheur des handicapés. Il n'a jamais été avare en matière d'hypocrisie pour amuser la galerie.

INSALUBRITÉ À YOPOUGON : LE MAIRE ET LE GOUVERNEMENT PLEINEMENT RESPONSABLES !

Lors d'une visite d'un endroit aménagé pour l'organisation de la fête de l'indépendance, le maire a accusé les petites gens d'être responsables de l'insalubrité de la commune. Sauf que les habitants n'ont pas attendu le maire pour constater l'état désastreux de certains quartiers : déchets qui s'accumulent, absence de poubelles en bordure des voies, insuffisance des dispositifs d'assainissement, caniveaux bouchés ou inexistant, etc.

Comment demander aux habitants de jeter leurs déchets dans les poubelles publiques qui n'existent pas ? Comment exiger une bonne gestion des eaux usées lorsque nos quartiers sont dépourvus d'un véritable système d'assainissement ? Comment demander aux populations de respecter l'environnement lorsque les infrastructures permettant de le faire font défaut ? Les autorités politiques attendent peut-être que la population vienne crier sa colère sous leurs fenêtres.

Dans le monde

SÉNÉGAL : MANIFESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE

Alors que l'État sénégalais est endetté jusqu'au cou, alors que la population pauvre ne cesse de payer la facture de cette dette sous forme de blocage de salaires, d'augmentation du prix de l'électricité et des loyers, de la flambée des prix des denrées et du carburant, etc., le président Diomaye Faye a décidé de décaisser plus de 36 milliards de francs Cfa pour organiser les Jeux Olympiques de la Jeunesse à Dakar. Ces jeux se tiendront du 31 octobre au 13 novembre 2026.

Ces milliards ont été dépensés pour réaliser des travaux de prestige comme la construction d'une piscine olympique, la rénovation du stade Iba Mar Diop, ainsi que d'autres travaux dits d'embellissement et de végétalisation des alentours du stade Léopold Sédar Senghor. Par « *embellissement* » il faut comprendre déguerpissement de milliers de personnes dans les rues de la Médina et aux abords des lieux où se dérouleront les compétitions sportives

Croyant qu'il allait être accueilli comme un héros, le président, en compagnie de son épouse, a voulu faire une sortie en ville pour faire une visite de chantiers le samedi 5 septembre. Mal lui en a pris puisque, presque au même moment, une manifestation contre la vie chère a éclaté dans certains quartiers de la capitale. Ce sont des

influenceurs de réseaux sociaux qui ont été à l'initiative de cette marche dite « *des paniers vides* ». Leur appel a été suivi par des centaines d'habitants excédés par la vie chère.



Marche des « paniers vides » à Dakar le 5 septembre 2026.

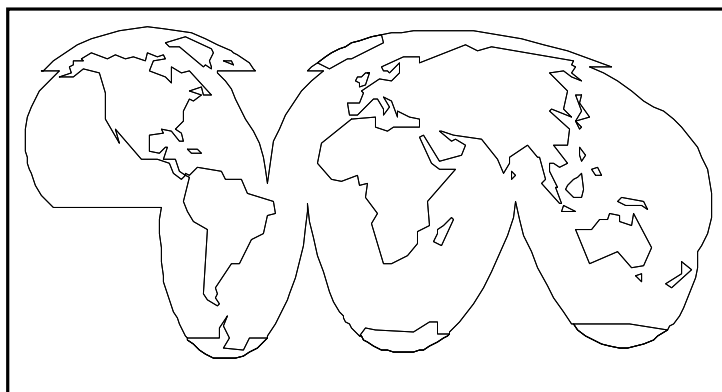
La mobilisation a démarré dans le quartier de Castors. Les manifestants, dont plusieurs portaient des tee-shirts floqués au nom du collectif « *30 Jours pour le Juste Prix* », ont défilé avec des pancartes portant des messages tels que « *Stop à la cherté de la vie* ». Certains ont brandi des ustensiles de cuisine ou des paniers vides, des slogans dénonçant les loyers chers, l'électricité chère ont été scandés. Il y a eu également des manifestations dans d'autres villes de l'intérieur.

Le gouvernement n'a pas osé (ou n'a pas eu le temps de mobiliser les forces de représ-

sion) mais la peur de l'extension du mouvement a été réel puisque le chef de l'État s'est senti obligé de faire quelques annonces précipitées, du genre « *réguler le prix des loyers* », « *lever le gel des importations d'oignons pour en faire baisser le prix* », etc., pour tenter de désamorcer la colère dans les quartiers populaires. Mais,

comme le dit un dicton, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Les syndicats ont brillé par leur absence dans cette mobilisation, alors que de nombreux travailleurs auraient peut-être souhaiter crier aussi leur colère contre les bas salaires et les salaires bloqués alors que les prix ne cessent de grimper.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.